

ALLOCUTION DE CHRISTIAN NOYER

**GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE
PRESIDENT DE LA COMMISSION BANCAIRE**

**ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION FRANCAISE
DES SOCIETES FINANCIERES**

28 juin 2006

Monsieur le Président,

Je vous remercie de me donner une nouvelle fois la parole dans cette enceinte. La réunion de l'Assemblée générale de l'Association française des sociétés financières est toujours une excellente occasion de présenter quelques réflexions sur les grands thèmes de l'actualité bancaire et sur les évolutions de notre environnement financier et réglementaire.

I - Tout d'abord, Monsieur le Président, je voudrais donner un aperçu rapide les résultats du secteur bancaire dans son ensemble, avec un éclairage particulier sur ceux des sociétés financières.

Si l'année passée a été marquée par un ralentissement de la croissance économique en France et en Europe, les établissements de crédit français ont cependant bénéficié d'une **activité domestique soutenue dans tous les secteurs**. S'agissant du financement de l'économie, les encours de crédit à l'habitat et de trésorerie ont enregistré de fortes hausses de, respectivement, 15,5 % et 9,9 %. Le crédit aux entreprises (y compris les entrepreneurs individuels) confirme sa reprise

avec un accroissement de + 8,3 % des encours. Ainsi, dans un contexte boursier favorable, tous les métiers, de la banque d'investissement aux services financiers spécialisés, ont enregistré des résultats en progression.

L'amélioration de la rentabilité des établissements de crédit trouve son origine dans la **forte croissance du produit net bancaire**. Ainsi, les sept principaux groupes ont enregistré une hausse cumulée de leur PNB de 11,1 % alors que celui du système bancaire dans son ensemble enregistrait un accroissement de 7,2 %, la différence s'expliquant par les performances des filiales étrangères ou non bancaires. Ces bonnes performances ne doivent toutefois pas masquer la **baisse persistante des marges**.

Pour leur part, les frais généraux des principaux groupes bancaires ont enregistré une hausse soutenue de 8 % sous l'effet du dynamisme des rémunérations, notamment variables. Au total, le coefficient d'exploitation moyen s'améliore de plus de deux points pour s'établir à 62,3 % mais les groupes bancaires français restent légèrement au dessus de la moyenne des grands groupes bancaires européens. Cela illustre **la nécessaire vigilance des établissements quant à l'évolution de leurs frais de structure**.

L'effort de provisionnement des principaux groupes bancaires a continué de baisser en 2005. Cette diminution de 9,8 %, est certes plus limitée qu'en 2004 mais elle demeure préoccupante car elle reflète une moindre protection face à un éventuel retournement du cycle de crédit.

Au total, **les principaux groupes bancaires et l'ensemble du système bancaire ont enregistré en 2005 une hausse de leur résultat net** de, respectivement, 29,5 % et 17,5 %. Ces progressions, qui sont également observables dans d'autres pays européens, ne doivent pas faire oublier que les marges demeurent étroites et que le niveau de solvabilité des établissements de crédit ne progresse plus. J'appelle donc les dirigeants bancaires à veiller au renforcement des structures financières et à assurer le maintien de la rentabilité à moyen et long terme, notamment par une tarification des crédits adéquate.

Pour leur part, les **établissements de crédit spécialisés** ont enregistré, comme vous l'indiquiez Monsieur le Président, une année 2005 de bonne facture. En effet, **vosre association publie des hausses d'encours de 11,9 % pour le financement du logement et de + 7,2 % pour le crédit à la consommation des particuliers.** S'agissant du financement de l'équipement des entreprises, les encours augmentent de 5,7 %.

Les statistiques du Secrétariat général de la Commission bancaire portant sur un échantillon constant et représentatif de sociétés financières mettent en évidence une hausse de 14,5 % du produit net bancaire de cette catégorie juridique d'établissements. Pour leur part, les frais de structure ont augmenté près de 9,3 % sous l'effet, notamment des frais de personnel. En conséquence, le coefficient net d'exploitation s'améliore de plus de 2 points pour s'établir à moins de 50 %.

L'effort de provisionnement a augmenté sensiblement mais représente moins de 4 % du produit net bancaire de l'échantillon.

Le résultat net des sociétés financières de l'échantillon enregistre une augmentation de 18,6 %.

Au total, et cette recommandation est d'autant plus facile à énoncer lorsque la situation est aussi favorable, je rappellerai qu'il est indispensable que les établissements de crédit maintiennent une nécessaire discipline en matière de tarification, de maîtrise des coûts et de renforcement de leur structure financière.

II - Je souhaiterais maintenant évoquer avec vous l'évolution du cadre législatif et réglementaire

La Banque de France et le Secrétariat général de la Commission bancaire attachent une attention toute particulière aux négociations de la proposition de directive européenne relative aux **contrats de crédit aux consommateurs.**

Au niveau des instances de la Place de Paris, ce projet de directive a été examiné par le Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (CCLRF) au cours de sa séance de janvier dernier. Le CCLRF, dont je rappelle qu'il

comporte des représentants des associations professionnelles sectorielles et également des associations de consommateurs, a émis un avis globalement favorable. Il a considéré qu'il fallait soutenir la nouvelle méthode, dite de « pleine harmonisation ciblée », qui consiste à réserver la pleine harmonisation aux aspects réellement importants pour la libre prestation et le jeu de la concurrence. Elle sera mise en œuvre pour la première fois par la Commission européenne à l'occasion de ce texte, qui aura donc une valeur de « test » d'une méthode qui sur le principe répond aux souhaits des associations professionnelles françaises.

Ce marché unique du crédit aux consommateurs nécessite un niveau élevé de protection des intérêts des consommateurs, reposant sur un cadre juridique uniforme au sein de l'Union européenne, qui garantisse en outre l'égalité de concurrence entre les opérateurs économiques.

La France est donc favorable à l'harmonisation maximale et opposée à l'introduction du principe de reconnaissance mutuelle, tout particulièrement s'agissant de l'application d'un tel principe aux dispositions fixant les conditions de conclusion et d'exécution du contrat de crédit conclu par un consommateur.

Cette position prise de manière constante par la délégation française lors des négociations européennes a été réaffirmée solennellement par l'Assemblée nationale le 25 mai 2006. Celle-ci a adopté une résolution sur le projet de Directive relative aux contrats de crédit aux consommateurs rappelant son attachement à l'unité du droit applicable au contrat et demandant par conséquent que le principe de la reconnaissance mutuelle ne s'applique pas aux dispositions régissant les relations entre un particulier et un prêteur.

Les derniers développements des négociations européennes ont fait apparaître que la position française est partagée par une majorité des États membres de l'Union. Le débat de principe, que vous avez fort justement évoqué, Monsieur le Président, entre la reconnaissance mutuelle et l'harmonisation maximale, semble aboutir à retenir l'harmonisation maximale, satisfaisante pour les autorités nationales, les opérateurs économiques et les consommateurs.

J'ajouterai toutefois que si le nouveau projet de directive constitue une amélioration significative par rapport au premier projet présenté par la Commission

européenne en septembre 2002, il pose au moins **deux sérieux problèmes de champ d'application**. Ainsi, la France demande qu'en aucun cas la directive n'ouvre la possibilité que les prêteurs professionnels puissent être de simples personnes physiques, comme c'est le cas dans un État-membre voisin (Royaume-Uni). En outre, nous souhaitons que le crédit immobilier reste exclu du champ d'application de la directive. Dans tous les cas, mes services resteront particulièrement mobilisés afin d'éviter tout risque de distorsion de concurrence entre les prêteurs et de maintenir un haut niveau de protection des consommateurs pour les crédits à la consommation faisant intervenir des prêteurs et des intermédiaires de crédit étrangers.

S'agissant des dossiers internationaux, **le nouveau dispositif réglementaire d'exigences en fonds propres** est en voie d'achèvement et sera prêt avant l'entrée en vigueur du nouveau ratio, le 1er janvier 2007. En effet, la directive transposant Bâle II en droit européen (dite « CRD ») a été formellement adoptée par le Conseil et le Parlement au cours de ce mois.

Dès l'automne 2004, le Secrétariat général de la Commission bancaire a, dans le cadre d'un groupe de travail associant la profession, le Trésor et le Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière, élaboré un premier projet de texte réglementaire destiné à transposer la CRD. Ce projet va faire l'objet d'une consultation formelle de la profession au cours de l'automne.

À cet égard, je me réjouis de la qualité des relations entre le Secrétariat général de la Commission bancaire et l'ASF, qui ont abouti à une prise en compte des caractéristiques des activités de vos adhérents dans l'élaboration des textes.

Vous m'interrogez sur l'éventualité de la mise en place **d'un superviseur bancaire européen**. S'il existe des acteurs bancaires transnationaux, je rappellerai que les marchés restent encore essentiellement nationaux, avec des caractéristiques différentes d'un pays à l'autre.

Pour autant, il est fondamental, tant pour la stabilité financière que pour la compétitivité des banques européennes, que les pratiques de supervision soient

convergentes. De ce point de vue, avec la création des Comités dits de niveau 3 de la procédure Lamfalussy, et en particulier, dans le secteur bancaire, du Comité européen des superviseurs bancaires (CEBS), la situation a évolué de façon très positive. On peut désormais dire que **la supervision européenne est déjà une réalité mais elle fonctionne selon un modèle décentralisé**, qui lui permet de rester proche des entités surveillées, mais avec une coordination réalisée par les Comités Lamfalussy. Les réalisations du CEBS sont déjà nombreuses, avec par exemple la mise en place progressive d'un cadre harmonisé européen pour la production et le *reporting* d'états prudentiels et comptables. J'ai d'ailleurs noté avec satisfaction que vous partagez ces visions.

Concernant **la création d'un espace unique des paiements en Europe**, les avantages qui en sont attendus résident dans les économies d'échelle permises par des instruments et des standards communs, et une consolidation à terme des infrastructures.

Afin de mener à bien ce projet, les établissements de crédit européens ont créé le Conseil européen des paiements, l'EPC, qui est chargé de conduire et de piloter ce projet à l'échelon européen. Pour ce qui est de la place de Paris, comme vous le savez, la Banque de France et la Fédération bancaire française ont créé un Comité national pour SEPA, qu'elles co-président, et qui a tenu sa première réunion le 7 avril 2006.

Le projet SEPA aura des répercussions importantes non seulement sur l'organisation des établissements de crédit mais aussi sur les infrastructures de paiement de détail en Europe. Dans ce contexte, je tiens à saluer la décision prise par la place de mettre en chantier un nouveau système pour les paiements de masse, la STET, qui outre le nécessaire renouvellement de nos infrastructures techniques, nous permettra de bénéficier d'un atout important dans le mouvement de consolidation des infrastructures de détail qui s'amorce.

En ce qui concerne le **surendettement**, j'ai bien noté le paradoxe apparent que vous avez évoqué entre un certain discours officiel sur la distribution du crédit et les préoccupations légitimes au regard du surendettement.

Sur ce point, il convient d'éviter toute confusion. Le développement maîtrisé du crédit aux ménages constitue une évolution normale dans une société telle que la nôtre. Il est donc compréhensible que les pouvoirs publics s'attachent à instituer des mécanismes permettant d'accéder plus aisément au crédit.

L'analyse des phénomènes de surendettement, que nous observons depuis quelques années, fait, en revanche, apparaître que ceux-ci procèdent de multiples facteurs et sont, pour une large part, déconnectés de l'évolution du crédit en général. La dernière enquête typologique que nous avons réalisée montre que la majorité (plus de 70%) des situations de surendettement résultent, non d'une distribution excessive de crédits, mais d'un accident de la vie survenu pendant la période de remboursement.

Ces considérations générales ne signifient pas, bien entendu, que les établissements de crédit puissent diminuer leur vigilance en matière d'octroi de crédits aux particuliers. Je souhaite vivement à cet égard qu'ils utilisent tous les moyens dont ils peuvent disposer pour enrayer le surendettement : l'examen de la situation des emprunteurs, les systèmes de score et, la consultation du Fichier des Incidents de Remboursement de Crédits aux Particuliers géré par la Banque de France (qui peut désormais être consulté en temps réel).

Vous évoquez aussi l'embarras que peut susciter pour les établissements que vous représentez un **possible conflit de réglementations telles que celles auxquelles sont tenues de veiller la CNIL et la Commission bancaire**. Vous souhaitez à cet égard que ces autorités coordonnent leurs actions et fournissent un mode d'emploi cohérent.

Je dois d'abord rappeler que la coopération existe déjà entre ces deux autorités, dont les services se concertent régulièrement sur les sujets d'intérêt commun pour concilier les impératifs résultant des réglementations qu'elles ont pour mission de faire respecter. Ainsi, les autorisations uniques accordées par la CNIL dans les domaines de

la lutte contre le blanchiment et des méthodes de score aux fins d'octroi de crédits sont prévues par la loi « informatique et libertés ». Elles dispensent les établissements de procéder à des démarches contraignantes. Ces autorisations sont préalablement soumises aux services de la Commission bancaire pour qu'ils s'assurent de leur compatibilité avec les règles qu'elle est chargée de faire appliquer. Un échange de points de vue s'en suit pour aboutir à une position qui recueille un consensus.

Je peux ainsi affirmer que cette collaboration, dans ce domaine comme dans d'autres, permet de trouver, en dépit de la finalité différente des textes applicables, des solutions aux difficultés potentielles soulevées par les établissements concernés.

Soyez également assuré, Monsieur le Président, que les équipes de ces autorités sont déterminées à continuer à collaborer pour assurer la cohérence entre leurs champs d'action respectifs.

Enfin, j'ai parfaitement conscience de **la charge des obligations déclaratives** qui pèsent sur la profession. La concertation lancée ces dernières semaines devrait permettre à terme de d'améliorer la situation tout en assurant un niveau d'information compatible avec les missions de la Banque de France, du Secrétariat général de la Commission bancaire et de la Banque centrale européenne.

*

Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de partager ces quelques réflexions avec vous. La Banque de France et la Commission Bancaire feront en sorte que la qualité et la richesse des relations entre votre association et les représentants des autorités de tutelle soient entretenues et sauvegardées.